



**Discours de M. le Conseiller fédéral
Didier Burkhalter,
Chef du Département fédéral
des affaires étrangères**

***« La Francophonie est une
construction de valeurs que nous
avons en partage »***

**Discours prononcé à l'occasion de la
cérémonie d'ouverture de la 41^e Réunion de
l'Assemblée Parlementaire de la
Francophonie,**

**Berne, Kursaal
9 juillet 2015**

Mesdames et Messieurs, chers amis,

Bienvenue à vous toutes et tous en Suisse et dans notre capitale, la ville de Berne. Ici, on parle davantage l'allemand – plus exactement le suisse allemand – que le français. Mais en Suisse, de manière générale, on a l'habitude de conjuguer les langues – et les différences en général – pour renforcer encore notre société d'intégration.

L'intégration dans la société : c'est là précisément l'une des grandes tâches de la politique d'aujourd'hui. Créer de vraies perspectives pour les jeunes, leur donner à chacun une réelle chance d'avenir, tel est le défi qui nous est lancé chaque jour, et toujours plus intensément. A l'heure de la montée des extrémismes violents, alors que des pays entiers sont malmenés par des crises de toutes sortes, alors que des pays aussi courageux que la Tunisie sont frappés par le terrorisme, il est fondamental que la communauté internationale s'engage résolument pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.

Et il est fondamental que la francophonie le fasse. Antoine de Saint-Exupéry a écrit un jour qu' « il est bon que le temps ne nous paraisse point nous user et nous perdre, comme la poignée de sable ; il est bon que le temps soit une construction ». La francophonie, c'est cela : du temps partagé utilement, du temps que l'on transforme en construction commune.

Par la force de son réseau, par le fait qu'elle connaît une forte augmentation de sa population jeune, la francophonie

peut et doit jouer un rôle de premier plan en faveur des perspectives pour la jeunesse. Et mon pays, la Suisse, est heureux d'apporter des contributions dans ce sens.

Concrètement : plus de formation, plus de paix et plus de respect des droits fondamentaux.

D'abord, plus de formation. Dans le cadre de l'aide internationale de la Suisse, nous nous engageons déjà pour soutenir la formation dans de nombreux pays.

Notre action la plus spectaculaire dans le cadre de la francophonie : l'université par Internet, les cours massifs en ligne libre, l'éducation livrée par les ondes aussi loin que possible, la liberté d'apprendre... Concrètement, l'une des meilleures universités du continent européen, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), développe, en collaboration avec plusieurs universités, de tels cours pour l'espace francophone. Un accord avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) a été signé pendant le sommet de Dakar. Et quand on sait que cette forme de démocratisation académique n'existe quasiment qu'en anglais, on prend la mesure de cet important projet.

Quant à la formation professionnelle, nous mettons à disposition de nombreux pays notre expérience dans le système dual, dans la formation en école et en entreprise. Il s'agit là d'une des grandes forces de la Suisse qui a su valoriser l'apprentissage depuis toujours (ou presque), mobiliser les partenaires sociaux, additionner les forces du public et du privé ; tout cela afin de combattre avec succès

le chômage des jeunes, ce fléau qui transforme le temps en... destruction. En Suisse, deux jeunes sur trois choisissent le système de formation duale qui leur assure une très bonne préparation aux réalités de la vie professionnelle.

L'année prochaine, nous reverrons les priorités de notre aide internationale et nous envisageons déjà d'intensifier fortement l'action de la Suisse pour la formation dans le monde. Nous voulons accroître notre contribution pour que les perspectives de formation s'améliorent réellement ces prochaines années. La Suisse coopère particulièrement en la matière avec le Sénégal : un Accord a été signé avec ce pays en novembre à Dakar.

Plus de formation, donc. Et plus de paix, aussi.

Notre monde actuel souffre de la guerre. En Ukraine, en Syrie et en Irak, en Libye, au Sahel, au Soudan et au Yémen : tant de régions qui sont frappées, tant de vies arrachées, emportées, malmenées ; tant d'enfants, de femmes et d'hommes qui ne connaissent que l'implacable réalité des conflits.

Dans de nombreux endroits de cette planète qui est la nôtre, la stabilité n'existe pas et les crises s'étendent dans le temps et l'espace. Un temps et un espace qui deviennent, là encore, le contraire de la construction ; un temps et un espace qui risquent de nous perdre, comme la poignée de sable...

La communauté internationale n'a pas été en mesure de « passer l'épaule », de faire triompher une solution

politique face au conflit syrien ; ce qui a impliqué des années de souffrances pour des millions de personnes dans tout le Moyen-Orient.

Quant à l'Ukraine, l'évolution de la crise a démontré la fragilité de la sécurité européenne et seul un vrai débat politique peut permettre de la renforcer à nouveau en tant que projet commun.

La Suisse, neutre et impartiale, veut là aussi contribuer concrètement et prendre ses responsabilités. C'est dans ce sens que nous avons présidé l'an dernier l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en lançant notamment la mission spéciale d'observation en Ukraine et le groupe de contact trilatéral. C'est aussi dans ce sens que nous avons intensifié notre soutien bilatéral au développement de l'Ukraine. C'est encore dans ce sens que nous venons de faire passer deux grands convois humanitaires qui permettent d'assurer de l'eau potable pour 3,5 millions de personnes pendant six mois, des deux côtés de la ligne de contact dans la région de Donetsk.

C'est, enfin, dans ce sens que nous avons lancé, avec nos collègues allemands et serbes de la troïka, les travaux du panel d'experts indépendants qui doit proposer des recommandations pour renforcer à plus long terme la sécurité européenne.

La politique de paix doit nous aider à ne plus nous user ou nous perdre : elle doit utiliser le temps pour construire un avenir qui prévient les conflits.

L'évolution internationale actuelle, à côté des nombreuses crises, montre aussi que cette utilisation du temps, avec patience et ténacité, peut apporter des lueurs d'espoir. Ainsi en est-il de la question du nucléaire iranien. Si l'accord attendu voit le jour bientôt, et s'il est réellement positif, alors il sera possible de voir ce grand pays, cette profonde culture, rejoindre enfin pleinement la communauté internationale.

De même, la réouverture, dans quelques jours, des ambassades des Etats-Unis à La Havane et de Cuba à Washington crée des perspectives encore impensables il y a peu... de temps. D'ailleurs, cette décision mettra fin à cinquante ans de bons offices de la Suisse comme puissance protectrice dans cette crise. Nous sommes toujours prêts à prendre une telle responsabilité au service de la communauté internationale. Mais nous sommes aussi heureux de voir que les tensions nécessitant notre présence comme intermédiaire pour le dialogue vont céder la place à des coopérations directes, à un dialogue direct ; que le temps est venu de laisser la liberté de construire ensemble.

Dans de nombreuses régions du monde, d'autres conflits et d'autres tensions pourraient être évités si le partage du pouvoir était meilleur, si l'on savait écouter, dialoguer, intégrer les minorités. Une telle volonté appliquée de manière permanente permet de garder la paix ; elle assure

également les meilleures perspectives de développement au service des peuples.

Ainsi, au Mali, la Suisse appelle tous les acteurs à faire preuve de cette volonté, à avoir le courage de la paix et la force de l'avenir, et à mettre en œuvre l'accord d'Alger. Nous sommes prêts à contribuer à ce travail.

En République Centrafricaine aussi, il faut ce courage et il faut cette volonté ; et là encore, la Suisse est prête à s'engager en investissant dans l'aide humanitaire et dans le Fonds Békou¹, qui signifie tout simplement et si justement l'espoir en langue sango... Nous soutenons aussi des initiatives de réconciliation au niveau des communautés.

Au Burundi, la Suisse s'engage depuis de nombreuses années. Outre des initiatives bilatérales et la coopération avec des organisations régionales, elle préside au sein de l'ONU la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix. Nous sommes par ailleurs heureux que l'OIF ait confié le rôle d'envoyé spécial dans les Grands-Lacs à un ancien président de la Confédération suisse, M. Pascal Couchepin.

Et puis, il y a le combat qui nous concerne tous contre le terrorisme. Depuis la fin de l'année passée, la Suisse accueille, à Genève, une fondation internationale contre l'extrémisme violent (le GCERF). Son but : soutenir les

¹ Fonds multi-bailleurs de l'Union européenne "Békou" ("espoir" en langue sango) porté notamment par la commission européenne, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Il a pour mission la mise en œuvre d'une réponse coordonnée en vue de soutenir le redressement de la République centrafricaine, après la crise de 2013.

communautés locales pour accroître les perspectives en faveur des jeunes et éviter qu'ils ne prennent la mauvaise voie de l'extrémisme. A nouveau : utiliser le temps pour construire ensemble. Des projets-pilotes sont lancés actuellement au Mali et au Nigéria en particulier.

Enfin, autre exemple concret pour réduire les souffrances et accroître la sécurité : l'accord sur le commerce des armes. Si l'on veut éviter les conflits, il faut aussi tout faire pour combattre l'envoi illégal d'armes conventionnelles. Nous mettons à disposition de ce traité notre ville internationale de Genève, qui peut accueillir le futur secrétariat et lui donner les meilleures forces pour être universel et efficace. La Genève internationale offre d'importantes perspectives de synergies avec de nombreux acteurs. C'est aussi la seule ville francophone candidate et nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous apportent leur soutien.

Plus de paix et de formation, et plus de respect des droits fondamentaux également.

A commencer par le respect du droit international humanitaire. Voici 150 ans que les Conventions de Genève sont en vigueur. Elles sont garantes du respect de la dignité humaine dans l'horreur de la guerre. Pourtant aujourd'hui le droit international humanitaire est trop souvent ignoré, violé ou délibérément bafoué au détriment surtout des populations civiles. Les jeunes filles et les

jeunes garçons sont particulièrement touchés, victimes des conflits armés.

La Suisse s'engage, avec le CICR, dans une initiative visant à une meilleure application du droit international humanitaire. Concrètement, la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui se réunira en décembre prochain à Genève sera appelée à se prononcer sur une résolution, patiemment préparée avec la communauté internationale depuis près de quatre ans. Il s'agit de créer des mécanismes pour mieux assurer le respect du droit humanitaire, ce qui manque cruellement aujourd'hui. Cette initiative est clairement en ligne avec les valeurs de la francophonie et nous appelons les Etats francophones à prendre le temps de participer activement et constructivement à cette réunion décisive de la fin de cette année.

C'est également à Genève que la communauté internationale se réunit régulièrement pour promouvoir les droits de l'homme et consolider l'Etat de droit. Nous sommes heureux de pouvoir accueillir le Conseil des droits de l'homme et donner ainsi une terre d'accueil à toutes celles et tous ceux qui veulent débattre et s'engager en faveur de ces valeurs qui devraient être universelles. Il faut travailler ensemble : pour faire reculer la peine de mort, pour combattre l'implication des enfants dans les conflits armés, pour le droit à la santé des jeunes filles en particulier, je pense notamment à l'éradication du virus du sida, qui est possible d'ici 2030 si nous y travaillons avec

détermination, et il nous faut travailler ensemble pour tant d'autres causes encore.

Mesdames, Messieurs, et chers amis,

Je vous remercie du temps que vous passez dans notre pays. Et à côté de ce temps qui passe, il est aussi bon que la francophonie, elle-même, soit une construction commune, constante : la construction de ces valeurs que nous avons en partage.